

# STAGIAIRES en CALVAIRE!





NE SOYONS PAS  
INVISIBLES.  
FEMMES DEVANT!

Pour la rémunération  
de TOUS les stages!  
Vers la GRÈVE générale  
#hiver2019

STAGIAIRES  
OUVRIÈRES ET

STAGIAIRES  
EN GRÈVE!

LA RÉVOLUTION SERA  
FÉMINISTE  
OU NE SERA PAS

NI PATRONAT  
NI PATRIARCAT  
SYNDICATISTES ET FÉMINISTES  
TANT QU'IL LE FAUDRA

ÉDUCUER - AGITER -  
SYNDICATISME DE SALARIÉES  
QUÉBEC

On veut un  
SALAIRE  
pour les  
STAGIAIRES

Depuis trois ans a lieu la lutte pour la rémunération de tous les stages, qui a mené à expérimenter un moyen de pression jamais exploité auparavant, mais nécessaire dans le contexte de cette lutte : la grève des stages. Autrement plus dérangeant que la grève des cours, notamment parce qu'inhabituelle, ce type d'action a pour désavantage d'individualiser la situation des stagiaires, certainEs respectant leur mandat de grève alors que d'autres, appuyéEs par l'université et parfois même par leur milieu, continuent de se présenter dans leur milieu de stage. Comme on a pu le voir, le manque de solidarité entre étudiantEs a affecté directement les stagiaires participant au mouvement de grève, qui ont été confrontéEs à du harcèlement de la part du personnel de leur milieu de stage et de leurs superviseurEs, à des menaces d'arrêt de stage, à des reprises d'heures de stage, voire à une reprise de stage complète. Finalement, plusieurs stagiaires se sont retrouvées en situation d'abandon forcé ou d'échec pour avoir respecté entièrement leur mandat de grève.

Malgré les difficultés que nous avons vécues, la grève de 2019 nous a permis d'apprendre sur nous-mêmes et sur la réalité d'autres stagiaires: nous sommes sortiEs de l'isolement et de l'impuissance que nous ressentons souvent en stage.

Dans ce contexte, il nous a semblé important de rappeler que la lutte pour la rémunération de tous les stages n'est pas une cause personnelle mais un mouvement collectif. L'union dans nos moyens de pression a été et reste primordiale. En tant qu'étudiantEs stagiaires sans salaire, nous sommes toutEs affectéEs négativement, d'une manière ou d'une autre, par la non-reconnaissance du travail gratuit que nous avons fait et que nous ferons encore. Nous avons touTEs été touchéEs, au moins une fois, par l'absence de droits nous étant accordés. Plusieurs d'entre nous, travailleuses, travailleurs des domaines du soin, œuvrons avec notre cœur. Mais à quel prix? Lors de la grève des stages de 2019, l'écriture de ces textes nous a servi à nous rappeler pourquoi nous militons. En rendant ces témoignages publics, nous souhaitons aussi contribuer à faire reconnaître la réalité difficile (et problématique) des personnes stagiaires. La grève du printemps 2019 est finie, mais pas notre lutte!

Solidairement,

**Vos stagiaires en calvaire**

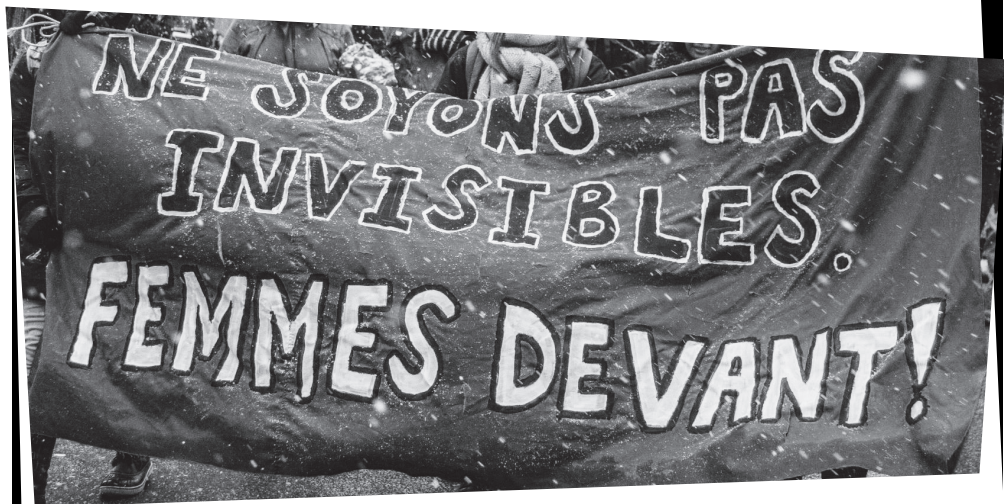
L'anxiété a toujours affecté négativement mon expérience d'étudiante sans toutefois nuire à mes résultats scolaires. Cependant, l'anxiété s'est avérée particulièrement nuisible en contexte de stage. Le souci de performance au plan académique additionné à l'anxiété de performance au plan professionnel, lorsque j'enseignais, étaient lourds à porter. Dès mon deuxième stage, j'avais l'impression de ne jamais avoir autant travaillé de toute ma vie sans que ce que je fasse ne soit reconnu comme du travail! Plusieurs fois, on a même questionné mon choix de carrière. On m'a demandé (sérieusement): *te sens-tu bien lorsque tu enseignes?* ou encore *Tu as l'air si jeune, c'est normal que les élèves ne te prennent pas au sérieux!* Plusieurs fois, je me suis mise à croire que ma passion pour l'enseignement du français langue seconde était insuffisante à la poursuite de mon programme, alors que mon choix de profession n'était, au fond, clairement pas responsable de mon malaise en stage.

Je crois qu'il est important de rémunérer tout-e-s les stagiaires, particulièrement celles oeuvrant pour le bien-être des autres. Ce gain nous aiderait à nous reconnaître en tant que professionnelles dans notre domaine et à prendre confiance en nous. Sans l'anxiété insupportable que j'ai vécue en contexte de stage, j'ai vraiment découvert le bonheur d'enseigner à un groupe. Je me suis épanouie en tentant l'expérience de l'enseignement aux adultes lorsque j'ai été embauchée comme enseignante suppléante. Les apprenant-e-s étaient reconnaissant-e-s de mon travail et j'étais autant respectée de mes collègues que de la direction du centre qui m'a accueillie. Heureusement que j'ai connu l'enseignement en dehors des stages! L'université ne devrait-elle pourtant pas donner le goût d'apprendre et nous encourager à exercer la profession que nous avons choisie? Si nos professeurs nous demandent d'être aussi professionnelles que des travailleurs et travailleuses de notre domaine, pourquoi ne pas nous traiter de façon équivalente?



Les revendications émises par les différents groupes militants pour la rémunération des stages font écho à ce que je veux également pour les apprenant-e-s allophones et immigrant-e-s: une reconnaissance de leur expérience et de leur compétence, et une plus grande équité dans le traitement qui leur est offert par rapport aux travailleurs, travailleuses, natifs, natives du Canada. Tout le monde a le droit d'étudier et de travailler dans de bonnes conditions et d'avoir les ressources pour le faire! Selon moi, la profession d'enseignante dans le système public actuel, particulièrement pour les apprenant-e-s allophones, est indissociable de la lutte pour une plus grande justice sociale.

Simone Laflamme-Paquette  
Enseignement du français langue seconde, UQÀM



Lors de la session d'hiver 2019, nous avons tenu à dénoncer la mauvaise gestion ainsi que les mesures répressives mises en place par l'UQÀM depuis le tout début de la grève pour la rémunération des stages. Débutée le 18 mars dernier, cette grève s'inscrivait dans le cadre de la campagne pour la rémunération de l'ensemble des stages et la fin de l'exclusion des stagiaires de la Loi sur les normes du travail. Pour une rare fois dans l'histoire des grèves étudiantes, les mandats adoptés en assemblée générale incluait le débrayage des stagiaires et pas seulement la grève des cours. À l'UQÀM, les stagiaires ont fait face à des menaces d'annulation de stage, voire d'échec, si elles et ils refusaient de se conformer à la reprise des heures de stage.

Selon nous, la non-rémunération des stages dans les domaines majoritairement et traditionnellement féminins dévalorise complètement ces professions. On nous met énormément de pression en nous répétant, dès le tout début de nos études universitaires, que nous faisons ces métiers par conviction et par vocation. On nous dit également que c'est normal d'être fatigué.es, de se sentir épuisé.es et qu'on doit se préparer au pire pour notre future carrière. C'est l'image que nous avons de notre profession avant même d'avoir mis les pieds dedans.

En tant que stagiaires, nous vivons de la pression et du stress constamment, car nous savons qu'après le stage, ce n'est pas terminé. Nous devons nous endetter ou avoir un emploi rémunéré afin de pouvoir nous nourrir et payer notre logement, des enfants dont il faut s'occuper, en plus de la planification pour le lendemain à préparer, des rapports de stage à compléter et à remettre dans le cadre d'une évaluation. Lorsque nous sommes en stage, c'est du travail 7 jours sur 7 qui nous est imposé. Par ses mesures de répression en temps de grève, l'UQÀM a alimenté cette pression constante mise sur les stagiaires qui, de leur côté, s'efforcent de se sortir de ces journées de travail gratuit sans trop de conséquences physiques et mentales.



Dans un contexte de pénurie d'enseignant.e.s, l'UQÀM a repoussé d'une année la diplomation de futur.es enseignant.e.s. Nous savons que si l'UQÀM a réprimé aussi sévèrement les stagiaires grévistes, c'est parce que le travail que nous accomplissons en stage est important et qu'il contribue à l'organisation du travail dans les milieux de stage. C'est précisément pour cette raison que nous exigeons d'être payé.e.s.

L'UQÀM a participé à créer un climat de peur où les étudiant.e.s et les stagiaires reçoivent des menaces créant énormément de stress et d'anxiété. Considérant que la santé mentale est un enjeu important et qu'elle touche les étudiant.e.s de façon importante, considérant que la grève des stages est une grève des femmes et que l'UQÀM a réprimé celle-ci, nous pensons qu'après 50 ans d'existence, l'UQÀM ne se présente pas comme une université de choix pour y faire ou y poursuivre ses études.

**Charlène Boucher**

Future stagiaire à l'hiver 2020

Enseignement en adaptation scolaire, profil primaire (3<sup>e</sup> année), UQÀM

**Louise Desmarais**

Future stagiaire à l'hiver 2020

Enseignement en adaptation scolaire, profil secondaire (3<sup>e</sup> année), UQÀM



Je suis stagiaire en enseignement en 4e année. Il semble que je ne graduerai pas cette année, parce que j'ai respecté le mandat de grève et que l'UQÀM n'est pas une alliée dans cette lutte. C'est dans ce contexte de répression politique, qu'au cours des dernières semaines, j'ai fait la grève, me suis opposée aux reprises et milité pour la rémunération de TOUS les stages. Pourquoi donc?

Parce que faire des stages en étant non-rémunéréEs augmente la situation de précarité financière des étudiantEs, ce qui rend l'éducation supérieure encore moins accessible.

Parce que cette lutte s'inscrit dans celle pour la valorisation de la profession enseignante.

Parce qu'on nous conditionne à accepter de faire du travail gratuit et à subir la détérioration de nos conditions de travail, et ce, avant même d'avoir terminé nos études.

Parce que, conséquemment, plus d'1/4 des enseignantEs décrochent lors des 5 premières années de travail.

Parce que la non-reconnaissance financière et aussi une non-reconnaissance de notre statut de travailleuse, et donc, nous ne sommes pas protégéEs par les normes du travail.

Parce que les apprentissages se réalisent également à travers nos expériences professionnelles.

Parce que la frontière entre 'formation et marché du travail' est, dans un sens, arbitraire.

Parce que mon ami-e qui travaille chez Tim Horton's est payé-e pendant son stage.



Parce que mon aml en génie logiciel est (très bien) payé pendant son stage.

Parce que c'est pas normal travailler 40 heures (+) par semaine et ne pas être capables de payer son loyer sans utiliser sa marge de crédit ou sans augmenter notre endettement étudiant !!

Parce que les stages non-rémunérés sont effectués dans des domaines occupés par une majorité de femmes.

Parce que la rémunération des stages s'inscrit dans la lutte sur le travail invisible et gratuit sur lequel repose le système actuel

Parce que le travail de reproduction de la force de travail (ex: travail du care) est dévalué alors qu'il contribue tout autant au système

Parce qu'on est tannés !!!

Marie-Ève Simard  
Enseignement du français langue seconde, UQÀM



J'ai toujours été heureuse en stage. Je me sens à ma place dans une salle de classe. J'ai toujours eu de bonnes notes et de bons commentaires en stage. J'étais donc très optimiste quand je me suis présentée à mon dernier stage du baccalauréat en enseignement du français langue seconde. Je savais que je devrais travailler fort, comme pour tous les stages, mais je n'étais pas inquiète. J'avais tort. Mon dernier stage a été un cauchemar.

Dès le premier jour, deux de mes collègues stagiaires à la même école que moi m'ont conseillé de me méfier de mon enseignante associée parce que, disaient-elles, celle-ci leur lançait des regards méprisants lorsqu'elles conversaient dans la salle des enseignants. J'ai été très étonnée puisqu'avec moi, mon enseignante associée était chaleureuse et souriante. Mais ça, c'était le jour 1. Dès que j'ai commencé à enseigner, l'attitude de mon enseignante associée a changé radicalement. Chaque jour, j'ai eu droit à des critiques et à des commentaires négatifs. Elle me trouvait plate quand j'enseignais, elle disait que ni elle ni les élèves ne comprenaient mes explications, que j'étais mal préparée, que je n'avais pas de bonnes idées, que je ne faisais rien d'autre qu'utiliser du matériel existant, que je manquais de confiance en moi, que je m'étais plantée, etc. Elle me critiquait et me dénigrait en public, devant mes collègues et les autres enseignants de l'école, mais aussi devant les élèves. Il était pratiquement impossible d'avoir de l'autorité sur des élèves qui voyaient leur enseignante me manquer de respect. De plus, mon enseignante associée était souvent furieuse contre moi et m'a même engueulée dans le corridor. Elle me répétait des commentaires désagréables que les élèves faisaient à mon sujet. Elle n'était pas souvent en salle de classe pour m'observer, mais quand elle était présente, elle me jetait des regards méprisants et grimaçait ou jasait avec les élèves pendant que j'essayais d'enseigner. Pour me prouver que je n'avais pas une bonne vision périphérique, elle entrouvrait la porte sans bruit pendant que j'enseignais et me reprochait de ne pas m'en apercevoir. J'ai commencé à surveiller la porte pour ne pas tomber dans ses pièges.



Vers le milieu du stage, j'ai essayé d'être aussi diplomate que possible et de lui expliquer comment je me sentais. Je lui ai dit que ça me déstabilisait quand elle prenait un air désapprobateur chaque fois qu'elle était assise à l'arrière de la classe et que j'enseignais. Je lui ai dit que je trouvais difficile qu'elle me critique chaque jour et je lui ai demandé s'il serait possible qu'elle attende d'être moins fâchée avant de me faire ses critiques et s'il serait possible, aussi, qu'elle regroupe ses critiques et me les communique une ou deux fois par semaine. Je lui ai demandé de ne pas encourager les élèves à se plaindre de moi et, surtout, de ne pas croire ce que lui disaient ceux-ci. Elle m'a alors reproché de l'accuser de manquer de professionnalisme et m'a dit qu'elle pourrait porter plainte à l'UQÀM contre moi pour ce motif.

Dès que le harcèlement a commencé, j'ai demandé l'aide de ma superviseuse de stage, mais elle ne me croyait pas puisque mon enseignante associée lui disait que tout allait bien. Selon ma superviseuse de stage, le fait que les élèves ne me respectent pas semblait démontrer que j'avais une mauvaise gestion de classe. Je n'arrivais pas à comprendre et à croire que mon université ne m'aiderait pas.

En panique et craignant de ne pas réussir mon stage (puisque ma superviseuse croyait que je n'arrivais pas à gérer ma classe), j'ai finalement communiqué avec le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement de l'UQÀM et avec l'ADEESE, qui ont sommé la directrice de mon programme de me croire et d'intervenir pour faire cesser le harcèlement dont j'étais victime. À partir



de ce moment, mon enseignante associée a cessé de me parler et la direction, quelques enseignants et les travailleurs sociaux de mon école de stage se sont mobilisés pour m'aider à gérer les élèves qui me manquaient de respect, ce qui a amélioré la situation. J'ai appris, depuis, que je ne suis pas la seule stagiaire à avoir été harcelée par cette enseignante. Le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement de l'UQÀM est actuellement en train de préparer un dossier pour que mon enseignante associée ne puisse plus recevoir de stagiaires de l'UQÀM, et la directrice de mon programme prépare une plainte à la commission scolaire de mon école de stage.

Le stage est terminé. Je respire mieux, même s'il m'arrive encore de faire des cauchemars. J'aurais voulu que mon université me retire de mon stage dès le début. Ce que j'aurais voulu et que je voudrais pour l'avenir, c'est que toutes les stagiaires soient protégées par les lois du travail contre le harcèlement. Je crois sincèrement que les enseignants y penseraient deux fois avant de maltraiter une stagiaire s'il était plus facile, pour elle, d'obtenir de l'aide. Ce qui m'est arrivé pourrait arriver à n'importe qui. Personne n'est à l'abri. Il faut que ça change.

**Joan Durand**

Enseignement du français langue seconde, UQÀM



La rémunération des stages est importante afin de mieux valoriser notre profession. On entend beaucoup parler des enseignantes qui en arrachent dans leur classe. Si on débute par valoriser la formation, le reste viendra peut-être avec. De plus, pourquoi certains stages, dans certains milieux, sont rémunérés et pas d'autres ? La majorité des stages non-rémunérés sont dans métiers traditionnellement féminins. Cessons de parler de vocation et payons le travail fait à sa juste valeur. Les stages sont déjà très stressants, rajouter un stress financier n'est pas nécessaire. Lorsque nous assumons la tâche complète d'une enseignante, qui, on le sait tous, ne s'arrête pas à 32,5 heures par semaine en plus des travaux universitaires, il ne reste plus grand temps pour prendre soin de soi et encore moins pour aller travailler ailleurs.

Je viens de terminer mon quatrième stage en enseignement. Tous non-rémunérés. Ça m'a tout pris afin d'arriver à payer mon loyer lors du dernier mois de stage. Il ne reste que trois mois pour travailler dans des écoles. Ensuite, c'est l'été. Si nous n'avons pas travaillé assez durant l'année, nous n'aurons pas droit au chômage. Alors, avec un bac en poche, certains.es d'entre nous doivent se trouver un emploi d'été. Les heures de stage ne sont pas comptées comme du travail.

Parlez-moi d'équité après ça...

**François Comeau,**  
Ancien stagiaire et nouvellement enseignant au primaire

Mon nom est Noémie Beauvais, je suis étudiante et stagiaire à la propédeutique pour la maîtrise en travail social. Dans le cadre de ce programme, nous devons tous et toutes effectuer un stage non-rémunéré de six mois (de janvier à juin) avec présence obligatoire sur le milieu de stage quatre jours complets par semaine en plus de suivre des cours magistraux ou des séminaires de stage un vendredi sur deux au cours de cette même période. Au total, c'est 572 heures de travail non-payées que chaque étudiant.e doit effectuer. Au salaire minimum, ça ferait 6864\$ de plus dans nos poches!

Dans un tel contexte, il reste très peu de temps pour concilier travail, stage, études, sommeil et vie personnelle, permettant de demeurer minimalement saine d'esprit.

Pour ma part, pour y parvenir, je n'ai eu d'autre choix que d'accepter de faire trois quarts de travail consécutifs à toutes les deux semaines. Je travaille donc de manière rémunérée de soir et de nuit dans une maison d'hébergement, puis je me rends sur mon milieu de stage, un organisme de défense de droits des travailleurs et travailleuses immigrant.es, afin de faire un autre quart travail, non-rémunéré cette fois-ci.

Je fais donc pratiquement 24h consécutives de travail d'intervention auprès d'êtres humains dans le besoin – travail qui, par ailleurs, exige énormément de présence d'esprit. Vous pouvez tout à fait imaginer mon état mental à la fin de ces trois shifts... Je ne suis pas du tout disposée à faire les apprentissages nécessaires à la poursuite des objectifs pédagogiques visés par les stages.

Si les stages étaient rémunérés, ce genre de situation deviendrait l'exception plutôt que la règle. Notre travail en stage serait franchement plus sécuritaire, autant pour nous que pour les personnes qui reçoivent nos services. De plus, cela permettrait de redonner de la valeur à la profession de travailleur social.



Or, ces heures où j'étais physiquement présente sur mon milieu de stage mais mentalement complètement absente à cause de la fatigue seront comptabilisées dans mon nombre total d'heures de stage.

En contrepartie, les heures que nous avons passées à dénoncer, mobiliser, organiser des événements, participer à des actions et des manifestations interventions qui sont tout à fait cohérentes avec mes objectifs de stages, d'autant plus que mon milieu de stage s'est positionné en faveur de la lutte pour la rémunération des stage et milite activement en ce sens – ne seront pas comptabilisées et, donc, que je devrai les reprendre à la fin juin.

À ce sujet, nous avons tous et toutes reçu plus d'une dizaine de courriels, autant de la part de la direction de l'école de travail social que de la part de nos coordinatrices de stage exigeant la reprise des heures manquées sous le couvert de la sacro-sainte qualité de la formation. En plus, nous sommes contraints et contraintes à signer un document au moment de l'évaluation de la première partie du stage attestant de la complétion de toutes les heures, anéantissant ainsi notre rapport de force collectif et notre principal moyen d'action.

À la propédeutique en travail social, nous sommes près d'une dizaine, sur une cohorte d'une trentaine de personnes, à avoir fait la grève des stages, que ce soit partiellement ou en totalité. De ces stagiaires, l'une d'entre nous a été renvoyée de son stage en milieu communautaire, car celui-ci jugeait ce manque de disponibilité comme un manque de volonté. Cet événement témoigne bien de la précarité que vivent les stagiaires: une telle situation n'aurait jamais lieu dans un milieu de



travail encadré par des normes strictes en matière de mise à pied et surtout pas en raison d'une grève. Depuis un mois, l'avenir de cette personne est laissé en suspens. On lui affirme rechercher activement un nouveau milieu de stage afin qu'elle puisse compléter ses apprentissages, mais rien ne bouge à ce niveau.

Pas plus tard qu'hier, une autre étudiante ayant fermement refusé la reprise des heures manquées, tel qu'exigé par le département, s'est fait annoncé par la direction de l'école de travail social que son stage serait interrompu et non-évalué, ce qui devrait de facto provoquer un échec à son dossier scolaire. Cette personne se voit donc contrainte d'abandonner son stage alors qu'elle avait bel et bien accompli tous ses objectifs, et ce, avant même le début de la grève. Sans cela, elle ne pourra pas valider son année préparatoire lui permettant d'accéder à la maîtrise, chose que nous tenons à dénoncer avec force.

Malheureusement, plusieurs d'entre nous en sommes venus, à un moment ou à un autre, à questionner notre place au sein de ce programme dans lequel nous nous reconnaissons de moins en moins. En effet, pour la plupart des étudiant.e.s ayant respecté la grève, nous nous sommes engagés dans des études en travail social avec la soif de promouvoir le changement social. Nous avons, pour la plupart, également choisi d'étudier à l'UQÀM, car sa réputation d'université critique et engagée politiquement semblait aller dans le sens de nos aspirations. La lutte pour la rémunération des stages devrait faire la fierté plutôt que la honte de l'université, en particulier au moment de célébrer son 50e anniversaire.

Nous, les stagiaires de travail social qui avons respecté les mandats de grève votés en assemblée générale, tenons aujourd'hui à dénoncer ces techniques d'intimidation visant à contrôler la portée de nos actions politiques, d'autant plus que celles-ci s'inscrivent parfaitement dans la visée d'un travail social critique, féministe et engagées pour la justice sociale.

À ce sujet, j'aimerais rappeler aux enseignants et enseignantes de l'école de travail social, mais surtout à sa direction, les valeurs qu'ils et elles ont collectivement choisi de prôner dans le descriptif de la maîtrise disponible sur leur site internet:

*Le programme de maîtrise s'articule autour du développement et de consolidation des pratiques d'intervention en travail social dans un contexte d'urbanité et de diversité culturelle et sociale. Il met de l'avant une vision du travail social fondée sur le respect des droits humains et la recherche d'une plus grande justice sociale. Le programme soutient l'appropriation d'une plus grande capacité d'action des personnes et des communautés en perte de pouvoir, exclues ou marginalisées. Oeuvrant à l'heure de la mondialisation, le programme reconnaît la place prépondérante de la société civile dans la re-définition des rapports sociaux et le développement de pratiques citoyennes plurielles et inclusives. Il privilégie une perspective critique en regard des politiques et des programmes d'interventions existants.*

Cette mission est tout à fait cohérente avec la lutte des étudiant.es pour la rémunération et la reconnaissance de leurs stages à l'intérieur des normes du travail. S'inquiéter de la qualité de la formation, devrait, à notre sens, passer par la reconnaissance de l'urgence de mettre en place des mesures afin de payer les stagiaires pour que celles-ci puissent se consacrer de manière plus sérieuse aux apprentissages effectués. Nous ne voulons plus cumuler près d'une soixantaine d'heures par semaine pour les études et le travail rémunéré et le travail gratuit en stage. On en a assez de la précarité et des dommages qu'elle porte à notre santé physique et mentale.

Pour la rémunération :

Grève des stages, Grève des femmes.

Noémie Beauvais

Propédeutique à la maîtrise en travail social, UQÀM



Je suis stagiaire en enseignement primaire en train de terminer mon dernier stage. J'ai vécu deux premiers stages de manière non-rémunérée, mais, lors de mon troisième stage, j'ai reçu une bourse puisque je réalisais un stage à l'étranger. Je n'ai jamais été aussi investie et calme à l'idée de réaliser mon stage qu'en n'ayant pas à stresser afin de savoir comment j'allais payer mon loyer et mon épicerie.

Devoir travailler le soir et la fin de semaine veut dire être fatiguée et avoir moins de patience lorsque tu interagis avec tes élèves le lendemain. Les élèves méritent qu'on puisse se donner à 100% lorsque nous sommes en leur présence. De plus, cela engendre des travaux universitaires faits à la va-vite après un quart de travail, car tu ne veux pas te coucher trop tard pour être semi en forme pour ton stage. Ce sont des minutes de relecture de tes travaux que tu ne fais pas par manque de temps.

La lutte pour la rémunération des stages me tient à cœur parce que je connais la réalité d'un stage non-rémunéré, ce que je vis en stage 4. Je vis dans la précarité, ce qui me cause un énorme stress. Je me questionne déjà à savoir comment je vais payer mon loyer du mois de mai, si je dois donner davantage de mon temps gratuitement pour reprendre des journées de stage.

Non à la reprise des journées de stage et à l'oppression faite par l'UQÀM!

**Stéphanie Pépin,**  
Éducation préscolaire et enseignement primaire (4<sup>e</sup> année), UQÀM



# INTERMÈDE MUSICAL AVEC BOOM!

LES STAGIAIRES ONT  
D'LA MISÈRE AU CALVAIRE



ELLES ONT DU RESENTIMENT  
PIS PAS D'ARGENT

C'EST COMME LA RAGE  
DANS MES STAGES



PAYEZ-MOÉ,  
OU J'DÉBRAYE ENCORE

*On n'aurait certainement pas dû aller  
Dans des métiers où on s'fait toujours exploiter  
Pendant nos stages on n'était pas payé.e.s  
Avoir su on aurait appliquer à' Poly, en génie*

Une étudiante a été exclue de manière définitive du programme à neuf semaines de sa graduation après 5 ans d'études. La décision du baccalauréat en pratique sage-femme d'exclure l'étudiante était très subjective: malgré ses demandes répétées, aucune explication ne lui a été fournie pour justifier la décision. Elle a utilisé tous les recours possibles pour réviser la note, incluant une plainte formelle à l'Ombudsman, qui après une grande enquête de huit mois et des entrevues avec toutes les personnes impliquées, a recommandé dans un rapport de onze pages sa réintégration au programme. L'UQTR et le programme ont fait fi de la recommandation de l'Ombudsman et ont maintenu l'exclusion. Le baccalauréat en pratique sage-femme ne se donne pas ailleurs dans aucune autre université du Québec et ses années d'études ne peuvent pas être transférées dans une autre province. Cette exclusion équivalait donc à une radiation à vie. Son autre option serait de recommencer une nouvelle formation de plus de quatre ans ailleurs.

Une ESF a pris trois semaines d'arrêt pour épuisement et choc post-traumatique (liée à une intervention néonatale) en stage 4 mais a dû effectuer ses examens (ECOS) sans être rétablie, coincée devant l'impossibilité de reporter l'examen en cas de maladie. Elle a subi un échec, directement attribuable à son état de santé. Elle sent avoir été mal guidée et conseillée par le programme alors que sa santé aurait requis un report de l'examen.

Une étudiante en situation de vulnérabilité due à une dépression non-diagnostiquée se fait traiter très durement par sa préceptrice, qui l'a traitée de *menteuse*, et qui a énuméré toutes ses lacunes sans arriver à nommer un seul élément positif lors de son évaluation devant la professeure de stage. Quand la professeure de stage lui a demandé de nommer au moins un élément que l'étudiante faisait bien, elle a répondu qu'il n'y a rien qui lui venait à l'esprit. Elle ne faisait rien de bien, il n'y avait aucun élément qui était positif. L'étudiante, qui était déjà en détresse psychologique à ce moment, a

pleuré pendant 45 minutes pendant la rencontre. Cet événement a précipité une telle détresse psychologique qu'elle a arrêté ses études: *J'ai jamais été aussi démolie de ma vie. C'est en train de me détruire.*

Une ESF est placée avec une préceptrice qui a la réputation auprès de ses collègues et des ESF d'être dure avec les étudiantes. Dès le début du stage, elle est très rude et irrespectueuse envers l'ESF, lui crie après, la dévalorise lorsqu'elle fait une erreur, lui fait des commentaires désobligeants, la compare à ses étudiantes précédentes en la dévalorisant, l'accuse de faire des erreurs qu'elle n'a même pas commises. Elle a également cette attitude envers l'ESF devant les autres sages-femmes et les clientes. Cinq sages-femmes qui travaillent à la maison de naissance où elle fait son stage sont venues la voir pour lui offrir de l'écoute et du support. La colère de la préceptrice est imprévisible et l'ESF se retrouve à être constamment en hypervigilance et sur le qui-vive. Elle ne dort plus, a de la difficulté à manger, elle vomit fréquemment à cause du stress et a les larmes aux yeux à tout moment. Son médecin la met en arrêt-maladie et elle demande alors à changer de préceptrice. La professeure de stage lui répond que cela ne se fait pas, changer de préceptrice: *Elle me dit de mieux contrôler mes émotions, et me suggéra de faire du biofeedback.* En lien avec le fait que je dors et mange difficilement et que je vomis souvent, elle me dit d'essayer d'occulter mes symptômes physiques et de me ressaisir mentalement : *Parle-lui à ton corps, dis-lui : hé, mon corps, ressaisis-toi, laisse pas le mental t'affecter comme ça.* Je lui réponds que je préfère écouter les signaux d'alarme que m'envoie mon corps me disant que je suis dans une situation malsaine et que je dois en sortir plutôt que de le faire taire. Elle ne reconnaît pas que la situation que je vis est inacceptable. L'ESF se fait blâmer par la directrice du programme et se fait comparer aux étudiantes précédentes. Lorsqu'elle abandonne son stage, la coordonnatrice lui dit : *tu aurais pu essayer plus longtemps.*

**Témoignages d'étudiantes**  
Pratique sage-femme, UQTR

*\* Notez que la féminisation des propos est pour alléger le texte et parce que le programme de soins infirmiers est historiquement et majoritairement féminin. \**

J'en suis à ma troisième session en soins infirmiers. Cette session-ci, c'est mon premier stage à prise en charge complète. Je suis l'infirmière responsable. Mon enseignante de stage m'a dit : *Ne dis plus que tu avises l'infirmière responsable: Tū. Es. L'infirmière. Responsable.* Certaines questions dans mes travaux nomment mon stage un quart de travail. Pourtant, quand on parle de quart de travail, il y a un salaire qui vient avec. Pas moi. Quand on parle de quart de travail, on parle aussi de protections contre le harcèlement et les accidents. Pas pour moi. Les assurances de mon cégep ne peuvent pas me protéger parce que mon stage ne se déroule pas sur le Campus. Le CHUM ne me protège pas parce que je ne suis pas une employée. Les normes du travail ne me couvrent pas parce que je ne suis pas une salariée. J'ai donc rien qui me protège. Je mets ma santé mentale et physique en danger et je n'ai rien pour me protéger. Je me sens souvent comme si on m'avait enlevée les petites roues sur mon vélo et qu'on m'avait poussée à descendre une pente abrupte sans casque.

La réalité des stagiaires en soins infirmiers, c'est faire des quarts de travail de huit heures entre une et quatre fois par semaine, dépendamment de la session. Durant ces quarts, nous devons toujours arriver environ 45 minutes avant le début d'un quart de travail normal et partons en même temps que les infirmières à la fin du quart.

Je me suis prêtée à un exercice de mathématiques pour calculer combien de temps j'avais pour moi durant une semaine normale. Mes heures de stages sont comptées dans mes heures de cours. Cependant, mes heures d'études sont équivalentes à mes heures de cours et de stages. Cette session je fais 144 heures de stages, 16 heures par semaines. En plus des 16 heures de stage par semaine, j'ai neuf heures de cours de soins et sept heures de cours de microbiologie. C'est un grand total de 32 heures de cours. Plus 32 heures de travail à la maison. Donc



64 heures juste pour les soins. Essayer de cadrer 16 heures de travail par semaine pour payer ma vie, c'est assez challengeant. Plus huit heures de planification et les tâches ménagères parce qu'il faut bien que je cuisine et que j'aie des vêtements propres. On est rendues à 88 heures. Je dois faire environ une heure d'exercice physique chaque jour, je vous expliquerai pourquoi plus tard. Donc on est à 95 heures. Et je dois aussi dormir un minimum de sept heures par nuit parce que sinon, je n'arrive pas à faire mes journées sans me traîner partout. J'en suis à 144 heures. Une semaine normale dure 168 heures. Il me reste donc 24 heures pour prendre soin de moi et voir mes proches.

Durant toutes ces heures non-payées, on me rappelle mon dévouement. On me dit que je suis courageuse, que je suis forte et que mon dévouement sera payant à la fin. Mais je n'ai jamais entendu parler de factures qui se payent en dévouement. Mon loyer me coûte 360\$ par mois, pas 360 dévouements. Le dévouement d'une étudiante infirmière s'apparente au dévouement d'une sœur religieuse. Notre vie tourne autour des soins infirmiers. C'est presque aliénant de passer tout ce temps auprès de patients et loin de nos proches. En plus de se dévouer auprès de ces gens, il faut être empathiques. On ne doit pas s'attacher. Mais quand je passe plus de temps avec un.e patient.e qu'avec mon chum durant la semaine, c'est normal que je m'attache aux personnes que je soigne. Le travail émotionnel demandé à une étudiante et même aux infirmières est épuisant. Je ne peux pas tout simplement ne plus penser à mes patient.e.s quand je sors de l'hôpital. Ma vie tourne autour des soins et les soins sont ma vie. J'adore ce que je fais, mais mon dévouement a des limites.



Soins infirmiers, c'est prendre soin des autres, mais pas de soi-même. On nous habitue déjà à accepter des conditions de travail difficiles, même inacceptables. Le système de santé est en crise et on utilise les stagiaires pour pallier le manque de personnel. Les institutions sont dysfonctionnelles, on doit accepter les mêmes risques que les autres infirmières, mais on n'a aucune protection et pas de salaire. C'est un peu absurde de faire la même chose que l'infirmière et de ne pas avoir de salaire ni de protections. Et on me dit que tout ça, c'est parce que la plus grande partie de ma profession, c'est le dévouement. J'étudie et pratique une profession qui me passionne, qui me motive à continuer et à me perfectionner. Le système capitaliste dans lequel nous vivons me pousse à me tuer pour un emploi où je serai remplacée la seconde qu'on jugera que je ne fournis pas. Le programme d'étude que j'ai choisi est compétitif, on nous pousse à bout et on nous blâme quand nous mettons notre pied à terre et déclarons : *C'est assez!* On nous demande d'être présentes physiquement et mentalement en tout temps en utilisant le dévouement comme excuse. On exige que nous soyons à notre 100% tout au long de la session. On nous blâme quand l'anxiété de performance prend le dessus et nous paralyse. On nous blâme de ne pas prendre soin de nous quand, épuisées, on tombe malade malgré qu'on ait reçu une tonne de vaccins. Les étudiantes n'ont tout simplement pas le temps de prendre soin d'elles-mêmes. Mais comment est-ce que je peux prendre soins des autres si moi, je ne peux plus prendre soin de moi?

Cette session, j'ai reçu un diagnostic de diabète. Ce fut, pour moi, l'équivalent d'un *Ice Bucket Challenge* surprise. Depuis des mois, j'étais fatiguée, j'avais l'impression de ne jamais pouvoir récupérer mon énergie. J'étais malade sans cesse. Tous ces symptômes, je les associais au stress de mon programme et aux heures d'études interminables. J'avais aussi d'autres symptômes, des symptômes que j'avais appris à déceler, mais je ne les remarquais pas parce que je n'écoutais plus mon corps. Ce n'est pas normal qu'on me diagnostique avec une maladie chronique six mois après le début de mes symptômes. Ce n'est pas normal de penser que la fatigue et le stress constants sont des choses qui font partie de mon quotidien.

Le mouvement pour la rémunération des stages, c'est beaucoup plus qu'un

mouvement contre l'exploitation. C'est un mouvement contre la précarité étudiante, c'est un cri du cœur d'étudiantes de milieux humains et artistiques. C'est un mouvement pour l'égalité de tous.tes les stagiaires dans tous les niveaux et tous les milieux. C'est aussi une lutte féministe qui vise à diminuer l'écart entre les hommes et les femmes. Mais c'est surtout l'espoir qu'un jour, les femmes de tous les milieux pourront étudier dans le domaine de leur choix et avoir un niveau de vie acceptable. Ensemble nous vaincrons!

**Aurélie McBrearty**

Soins infirmiers, Cégep du Vieux Montréal



Tout a commencé après des années à me faire prendre par la marchandisation du savoir, où j'entrais dans des programmes dans lesquels on me faisait miroiter mer et monde et à finir par *inventer mon propre emploi*. Je trouve mon programme d'études, celui qui correspond à mes valeurs, à mes intérêts (et qui a un méchant bon taux de placement). Je choisis le domaine de l'intervention sociale. C'est alors que le premier *bang* arrive. Je viens d'attendre ma limite de prêts et bourses. Pas la limite de dettes, mais la limite de mois éligibles. Je suis assez surpris de son existence. Si j'avais su, j'aurais fait vraiment attention. N'empêche, je me dis: *J'ai des fonds et, à la fin, un bon salaire*. Les cours vont très bien. J'ai d'excellentes notes dans les cours théoriques et j'en ai de bonnes dans ceux d'intervention. C'est bien assez pour avoir accès aux stages et même me rendre à la maîtrise. Je stressais énormément à propos de ça. Mais les notes sont là.

Puis, par une belle journée d'octobre, on me demande de venir à une rencontre avec le directeur du programme. Et c'est là que je rencontre ma professeure de stage. Elle me parle de ses gros doutes sur ma réussite de stage. Elle me demande ce que je peux faire... et là, je me sens extrêmement mal parce qu'elle semble rejeter la faute de ma différence sur moi, comme si c'était moi qui devais trouver la solution. Mais elle ne m'explique pas précisément ce qu'elle me reproche.

Ma différence? Oui, je suis différent.

Je suis autiste.

Autiste de haut niveau, selon le DSM-4, en fait, mais ça n'a pas vraiment d'importance. En fait si, mais pas autant qu'on le croit. Je me reprends, j'essaie de trouver des solutions. Je prends contact avec le CRDI local, mais aucune nouvelle. Je rencontre plusieurs personnes, mais personne ne me dit les choses dont j'ai besoin, c'est-à-dire des consignes claires, précises sur lesquelles me baser. Et puis, j'oublie parce que ça m'a semblé n'être qu'une rencontre.



Puis est venu le choix des stages. Parmi mes préférences, c'est le troisième choix qu'on retient: la dépendance. J'avais fait un cours en jeu pathologique en plus de quelques membres de ma famille... sur le *party* disons. À la rencontre, je leur annonce ma différence, je leur parle qu'il va falloir penser à une accommodation et que les premières semaines risquent d'être difficiles pour tous à cause de l'adaptation. Mais on me répond qu'il n'y a pas de problème. Un drapeau rouge se lève. Je connais ce discours. Je leur avertis que ça risque d'être plus difficile qu'ils ne le pensent ou qu'ils le croient. J'ai toujours un doute dans ma tête, alors je consulte mes professeurs (qui ne savent pas et donc me retournent la question) et vérifie avec mon ancien employeur (j'ai été intervenant en foyer dans une résidence pour personne ayant une D.I.), qui me liste les accommodations qu'ils ont faites. Je propose mon aide au milieu de stage, qui m'assure qu'il va faire le nécessaire. Mais il n'a rien fait. Résultats : Après une semaine, le milieu de stage se retire. Pire: durant la rencontre, je reçois des commentaires comme *On ne penserait pas que ça serait si difficile*. Et le professeur de stage, au lieu d'être de mon côté, s'évertue à me convaincre de changer de voie (à cause de ma maladie). Je finis la rencontre sous le choc et alors, je me demande si je devrais continuer ou non, si je devrais faire des cours pour me rendre à la maîtrise. On m'apprend ensuite, de manière non-officielle, que le comité de formation pratique statue que je serai incapable de réussir mes stages!

Là, le fils de syndicaliste se réveille en moi et j'utilise tous les contacts que j'ai tissés, toutes les ressources à ma disposition dont une plainte acceptée par le tribunal des droits de la personne. Finalement, le comité se ravise et, avec les nouvelles ressources externes que j'ai développées, on recommence le processus. Seulement... On m'exclut du processus normal des choix de stage. Ce n'est pas volontaire, c'est même une circonstance d'événements qui a donné ce résultat. Je n'ai qu'un milieu de stage: santé mentale. Pas mon premier choix, mais pas mon dernier non plus. Avec un peu plus de temps, je réussirais mon stage I, mais on décide qu'on me changera de milieu. Cependant, comme nous sommes dans le milieu de la séance, je dois attendre une autre année. Je suis d'accord avec le changement de milieu (mais pas avec l'attente). Mon milieu partait du principe

que, comme par magie, j'allais devenir compétent l'année prochaine. (Remarquez, ça doit fonctionner dans la plupart des cas, mais je ne suis pas la plupart des cas.) Là, je suis dans le parcours normal de choix de stage. Mais je dois avouer que mes finances baissent. Je travaille fort, j'accueille les gens dans leur douleur, je fais une différence dans leur quotidien, j'utilise ce qu'on m'a enseigné comme n'importe quel professionnel. Mais je m'appauvris et je risque de m'appauvrir encore plus pour le prochain stage, et ce même si je travaillais l'été suivant. Malgré tout, toute cette expérience a fait réduire considérablement mon anxiété, tellement qu'on dit que je suis doux et calme.

Les gens oublient souvent qu'être une personne handicapée, c'est plus qu'un statut social. Nous avons tous des déficits; certains, comme moi, en ont de plus grands, surtout quand on est dans un domaine comme celui de l'intervention sociale. Mais le handicap existe parce qu'il n'y a rien pour combler ce déficit. Il y a cependant un devoir d'inclusion dans la société et il y a bientôt des tonnes d'élèves dans une situation semblable à la mienne qui s'en viennent.

Pour ce qui est de lier ma situation avec le mouvement de revendications en lien avec la rémunération des stages, je suis surtout l'un de ces chanceux qui ont eu le réseau social et les ressources nécessaires de pouvoir subsister sans bourse et sans revenu dans les stages. Mais je voudrais ne plus être inquiet par rapport à mes finances. Je pense à ceux qui ont abandonné par manque de soutien financier: ce sont des pertes. Mais j'ai 28 ans et ma situation me pousse à être encore dépendant de mes parents. Le système est fait pour un parcours parfait: on étudie, on passe sans erreur et on trouve un emploi ensuite. Il n'y a pas de place à une grosse erreur: une erreur de parcours peut entraîner des dettes difficilement remboursables. Une personne n'ayant pas de déficience majeure et persistante en situation d'échec pourrait voir sa dette monter à un niveau où elle ne pourrait plus continuer son programme. En effet, la seule limite pour les personnes ayant une déficience, c'est le nombre de mois auquel il a droit au programme.

Non, mais on paye pour travailler quand on est en stage! Si au moins les stages étaient gratuits, ça serait déjà un bon pas. Mais non, puisque que nous

sommes en apprentissage dans un domaine historiquement de femmes, je dois me dévouer et sacrifier mon bien-être pour le bien-commun. Je ne suis pas un saint! (Et ça m'enrage qu'en on me dit ça.) Hé, mon stage, c'est une *job* de 9 à 5. Oui, j'ai du plaisir. Mais du plaisir, ça n'équivaut pas à pouvoir en vivre. J'ai monté des dossiers et animé des activités, et là, je dois attendre pour des raisons hors de mon contrôle ? Le système des stages fonctionne comme si tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes pour les étudiants, mais c'est un travail. J'ai même vu une personne qui a fait toutes les démarches pour avoir accès à un stage payé... qui lui a été refusé parce qu'il y a un embargo jamais annoncé sur les stages payés.

Nos cours parlent de l'importance de la pauvreté et de son effet négatif pour la société... et on accepte que les étudiants soient pauvres pour un hypothétique emploi bien-payé garanti? Il y a plein d'étudiants qui ont des trajectoires différentes, comme des mères de famille et ceux dont c'est la deuxième carrière, et ils méritent d'être rémunérés pour leur travail comme n'importe quels autres salariés. Des bourses d'excellence comme celles que j'ai eues, ce sont des primes à la performance selon un certain point de vue, sauf que tu dois les chercher comme si c'était des subventions à la recherche.

En terminant, je veux vous rassurer. À l'heure de la publication de ce texte, on m'a donné un autre milieu pour mon dernier stage. C'est un milieu qui est au courant de mes difficultés et qui sait qu'il va y avoir des adaptations des deux côtés. Il est super ! (Mais je ne suis toujours pas payé pendant quatre mois et demi.)

Témoignage d'un étudiant  
Intervention sociale



J'y ai tellement cru, à la rémunération des stages. Après la grève de novembre, je me suis dit que si je travaillais assez fort, que si je donnais tout mon temps libre à la cause, que si je parlais à autant de gens que possible dans le plus court laps de temps imaginable, on aurait gain de cause. Je me disais: *on est des douzaines de stagiaires courageuses à faire la même chose. On va l'avoir, c'est sûr et certain.*

J'ai passé beaucoup de temps à parler avec les étudiantes de première et de deuxième année de mon programme. Elles m'inspiraient énormément. Je voulais tellement leur donner le cadeau du salariat et d'un syndicat. Ce n'était pas tellement important que je puisse en profiter: ce qui comptait, c'était que je fasse partie de la dernière génération de stagiaires non-rémunérées.

Ce n'était pas important parce que je faisais partie des stagiaires qui étaient chanceuses. Je pourrais faire la liste de mes privilèges, mais c'est un exercice stérile. Sachez simplement qu'ils sont nombreux et que mes trois stages ont été conciliants et enrichissants. Je me disais que j'allais prendre mes privilèges et m'en servir pour me débloquer du temps pour militer. Ça a marché jusqu'à la grève qu'on n'a pas eue en TS à l'UdeM.

Quand la grève était à nos portes et que les AG arrivaient à grand pas, je me suis rendue compte à quel point j'avais été naïve. C'était loin d'être toutes les étudiantes de travail social qui voulaient notre bien commun, surtout pas mes collègues de troisième année qui avaient bien intégré les différentes menaces. Elles avaient peur de perdre leur stage et de couler leur année. Je leur répondais que ça ne s'était jamais passé avant. Malheureusement, en lisant ce zine, vous pouvez constater que ça s'est passé pour la première fois à l'hiver 2019. Les filles en travail social à l'UdeM avaient raison d'avoir peur.

Je dis souvent qu'on réserve toujours un peu plus de fiel pour les femmes. Je crois que ça s'applique ici aussi. Si notre grève n'avait pas été une grève des femmes, on ne nous aurait pas disciplinées aussi durement. Les universités ont rabroué leurs étudiantes de la manière dont un père de famille rabroue sa petite fille un peu trop farouche. C'est franchement honteux.

La lutte pour la rémunération est peut-être terminée pour maintenant, mais nous sommes beaucoup trop farouches pour que ça soit vraiment la fin. Nous sommes de futures professionnelles du care et nous sommes en calvaire. Nous sommes d'anciennes stagiaires grévistes et nous sommes résolument féministes. Nous avons maintenant de l'expérience de mobilisation que nous n'avions pas avant la grève. Combien d'entre nous n'avaient jamais pris de micro en leur nom personnel avant le mouvement pour la rémunération des stages? Nous avons maintenant les moyens de perturbation entre nos mains et nous allons les utiliser.

J'ai hâte de voir le calvaire que les anciennes stagiaires vont créer pour ceux qui auront le malheur de les léser.

**Gabrielle**

Travail social (3e année), l'Université de Montréal







# Mots de la fin

C'est historiquement la première fois qu'une grève générale résolument féministe de cette ampleur, concernant uniquement les stages, est menée après 2 ans et demi d'escalade des moyens de pression. Celle-ci étant utilisée comme dernier rempart du mouvement étudiant pour contrecarrer cette iniquité défavorisant les vocations à caractère social. Ce sont les militant.e.s à l'oeuvre dans les Comités Unitaires sur le Travail Étudiant (CUTE) et les coalitions régionales, organisés en marge des structures traditionnelles, que s'oriente cette lutte autour du principe de syndicalisme de combat. Les stagiaires en action se butent ainsi à la répression administrative, voire se voient menacés sur leurs propres milieux de stages allant même jusqu'à une radiation de leur programme d'étude.

Une optique contrastante avec le concertationnisme des fédérations étudiantes (FECQ/UEQ) qui tendent *ad vitam aeternam* vers du lobbyisme à-plat-ventriste auprès de l'état Québécois. Avec leur initiative conjointe récupératrice qu'est Stagiaires en solde, c'est à grands coups de communiqués de presse bien formatés, de rencontres avec les ministres en catimini et de quelques *flash mobs* devant des édifices gouvernementaux pour alimenter les réseaux sociaux qu'elles dirigent leur campagne. Il s'agit sensiblement des mêmes outils que les grandes corporations utilisent pour tirer leur épingle du jeu politique. Pour ajouter l'insulte à l'injure, elles ont jugé bon de collaborer avec un *think tank* de droite économique, l'Institut de Recherche en Économie Contemporaine (IRÉC), en leur confiant une recherche pour demeurer des interlocutrices "crédibles" face au gouvernement, qui s'est empressé de "régler" le dossier en calquant leurs demandes.

Clamons le haut et fort! Ce sont les stagiaires en grève, qui ont fait avancer la cause, carburant au don de soi et aux sacrifices personnels.

**Julien Crête Nadeau**

Documentariste militant et technicien audiovisuel  
diplômé du Cégep du Vieux-Montréal

Au mois de juin 2019, notre grève des stages est terminée, mais la lutte féministe qu'est la rémunération de tous les stages, elle, reste inachevée. Même en situation d'échec pour avoir entièrement respecté le mandat de grève pris par mon association étudiante, j'arrive à me sentir comme une gagnante en voyant notre solidarité qui persiste malgré le temps que nous mangent les institutions scolaires, les stages faits gratuitement, les jobs alimentaires. Si, à la lecture de ce recueil, l'envie vous prend d'ajouter votre pierre à l'édifice, notre collectif est toujours ouvert à recueillir votre témoignage de stage ! Peut-être qu'un jour, nous pourrions publier formellement notre ouvrage et le partager à un nombre de personnes encore plus grand... Contactez-nous sur notre page Facebook Stagiaires en calvaire et il nous fera plaisir de vous répondre !

**Simone Laflamme-Paquette**  
Enseignement de français langue seconde, UQÀM

## Crédits

Édition et révision

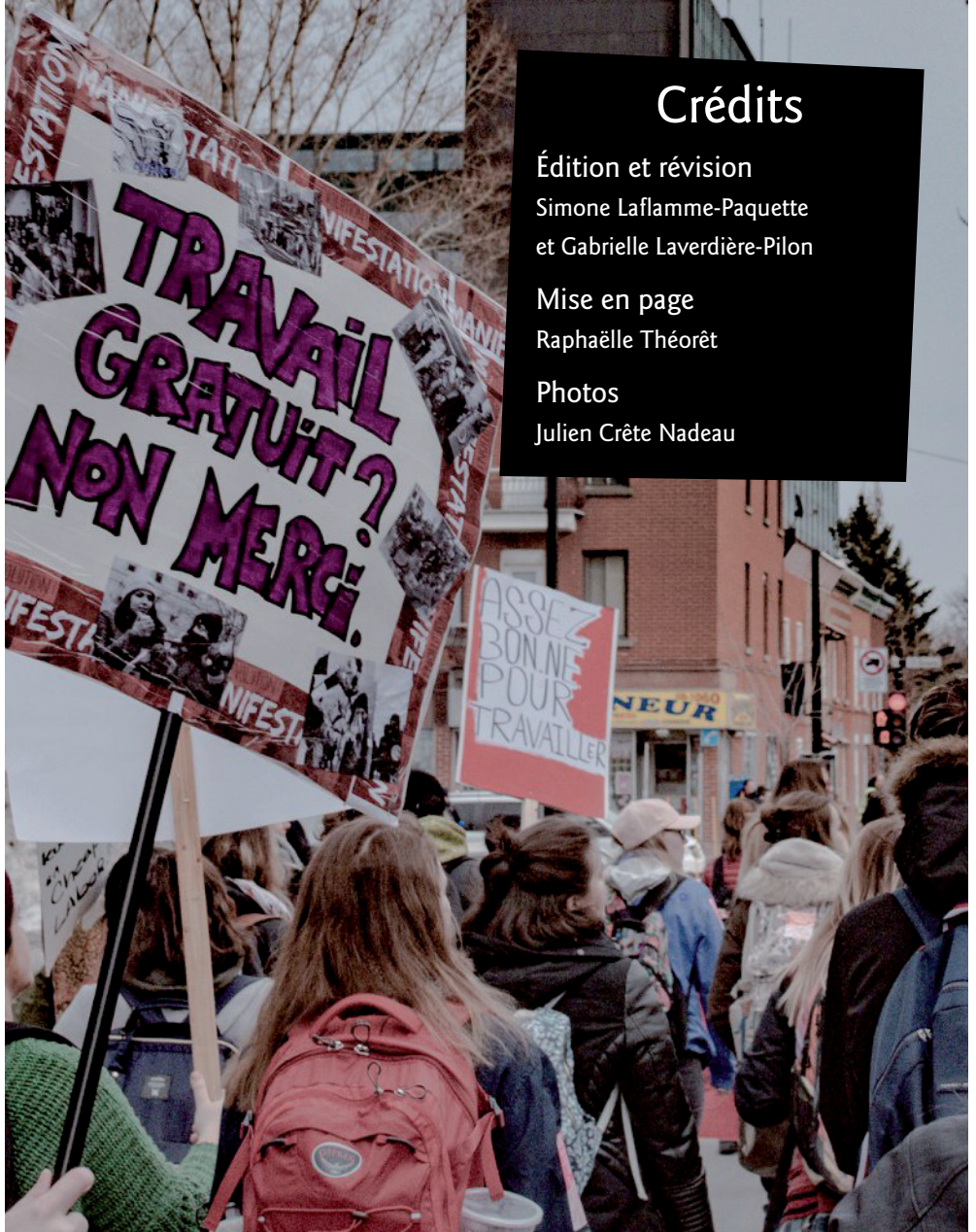
Simone Laflamme-Paquette  
et Gabrielle Laverdière-Pilon

Mise en page

Raphaëlle Théorêt

Photos

Julien Crête Nadeau



**Merci à toutEs les stagiaires qui  
ont participé à ce zine !**

**Bravo à toutEs les étudiantEs  
qui se sont mobiliséEs pour la  
rémunération des stages !**

